

*L'Adresse—M. Malépart*

Président. Mais ce n'est pas comme cela. Ce que les jeunes veulent, ce sont des «jobs».

Et quand il parle de les former, il y en a qui ont des diplômes, tiens, jusque-là, jusqu'ici. Ils veulent des «jobs» et de l'ouvrage. Et doublez les budgets dans le programme de Défi 87, cessez vos petites manipulations des 24 semaines, des 30 dernières semaines pour donner des «jobs» de formation à tous les deux ans. Arrêtez de «tripoter» toutes les choses. Tout ce que vous avez fait, cela va mal là-dedans. Et assurez-vous d'accorder des programmes. Faites confiance à l'industrie. Ne mettez pas des critères et des carcans pour arrêter, et faites confiance aux groupes communautaires: Donnez-leur de l'argent et ils vont en réaliser des projets. N'essayez pas de vous mêler là-dedans et faire du patronage, vous avez été pleins de scandales pendant deux ans, ne touchez plus à cela.

Et si vous voulez: dans le domaine social. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas proposé qu'on discute, comme notre chef du parti libéral, le chef de l'Opposition officielle (M. Turner) l'a proposé, un revenu annuel garanti? Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas annoncé dans le discours du Trône qu'il mettrait sur pied un comité de députés ou un comité conjoint de la Chambre des communes et du Sénat afin d'étudier de quelle façon, avec la même enveloppe budgétaire, nous aurions de 15 à 20 programmes sociaux qui s'adressent à l'ensemble de la population?

Nous avons des programmes sociaux qui s'adressent à nos personnes âgées, d'autres s'adressent à la famille, d'autres s'adressent à la population en général, d'autres sont sous forme d'abris fiscaux, d'autres sont sous forme de subventions, de chèques et d'autres sont sous forme de crédit d'impôt-enfant, de crédit d'impôt en raison d'âge, de crédit d'impôt pour la famille. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas retenu la proposition qui a été faite par le chef de l'Opposition officielle? Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas pensé réunir les intervenants ou commencer à mettre sur pied une politique pour les gens du troisième âge, une politique pour les gens du troisième âge qui correspondrait aux besoins de chacune des catégories? Tout d'abord, dans le domaine de la santé, ce qu'on appelle les centres d'accueil pour les soins prolongés. Deuxièmement, des résidences communautaires, que les gens veulent continuer, ce qu'on appelle les logements à prix modiques, les coopératives, ou SBL, où on retrouve un rassemblement de groupes de personnes âgées autonomes, mais qui désirent se regrouper sous un même toit pour avoir des activités en commun, avoir une certaine sécurité, et aussi une formule de subvention aux logements et une formule de services à domicile.

Monsieur le Président, je pense que le gouvernement a tous les outils, mais pas dans le but de la philosophie conservatrice, d'enlever de l'argent des poches des personnes âgées pour la donner aux plus riches, dans le but qu'avec la même enveloppe budgétaire, comment on peut assurer un meilleur service pour les personnes âgées.

C'est la même chose pour les familles canadiennes et au niveau de la jeunesse. Et ce serait la même chose dans le domaine de l'aide à l'industrie. J'aimerais rendre hommage aux députés du Nouveau parti démocratique qui ont sorti un document qui démontre clairement que les compagnies canadiennes les plus riches ont réussi par toutes sortes de moyens légaux à ne pas payer un cent d'impôt et qu'il y a des gens qui

gagnent 100 000\$ au Canada qui réussissent à bénéficier du crédit impôt-enfant.

Monsieur le Président, rien dans ce discours-là, rien dans le discours de 1986 qui indique clairement sur le plan pratique une amélioration de la condition de vie des Canadiens et des Canadiennes. Mais encore deux fois plus inquiétant si on regarde ce qui était écrit en 1984 et moi, comme l'ensemble de la population, en 1984 j'ai cru à ce premier ministre-là.

La consultation sur le Livre bleu, tous les groupes disaient: Bien il faut faire confiance. Ce doit être des gens honnêtes. Mais les résultats, monsieur le Président! Je comprends que les députés progressistes conservateurs n'aiment pas cela que je le dise, mais c'est la vérité. A-t-on été élu ici pour ne pas dire la vérité ou pour dire la vérité? Et la vérité: Est-ce vrai que le gouvernement progressiste conservateur, contrairement à ce qu'il avait dit, a coupé dans les pensions de la sécurité de la vieillesse? C'est vrai. Est-ce vrai qu'il a coupé les allocations familiales au niveau de l'indexation? C'est vrai. On ne peut pas dire que ce n'est pas vrai, c'est vrai qu'il a coupé. Est-ce vrai qu'il a trompé les préretraités dans la région de Québec, dans tout le Canada, au niveau de l'assurance-chômage? C'est vrai, on ne peut pas dire que c'est faux, c'est vrai. Est-ce vrai qu'après avoir trompé les gens il a coupé au niveau du programme *Horizon nouveau*? C'est vrai, il a coupé, on ne peut pas dire qu'il n'a pas coupé, monsieur le Président.

Est-ce vrai qu'il a changé pour la classe moyenne le crédit d'impôt-enfant, que les gens qui gagnent entre 22 000\$ et 25 000\$ n'ont plus droit au crédit impôt? C'est vrai, monsieur le Président. C'est écrit noir sur blanc. Puis on ne peut pas dire que le gouvernement n'avait pas dit qu'il ne le faisait pas. C'est vrai que dans son Livre bleu il a trompé la population. Est-ce vrai que le gouvernement a coupé l'indexation des allocations familiales pour réduire le déficit? On ne peut pas dire que ce n'est pas vrai. C'est vrai, c'est le ministre qui l'a dit après avoir dit qu'il ne le ferait pas.

Monsieur le Président, si les députés progressistes conservateurs ont honte, comme le député de Bellechasse (M. Blais) qui veut tenter de nous faire taire, eh bien, monsieur le Président, qu'il fasse son *mea culpa*. A son caucus, s'il ne peut pas se lever à la Chambre, qu'il dise à son premier ministre: Écoutez, monsieur le premier ministre, on est élu. On est des gens honnêtes. On souhaite que l'honnêteté intellectuelle continue, que la transparence continue. Les voyages, peut-on dire: Il n'est pas vrai que le premier ministre se paie du caviar dans les voyages? C'est vrai, c'est écrit noir sur blanc. Alors ce n'est pas vrai qu'il amène son valet. Mais c'est vrai, c'est écrit noir sur blanc, monsieur le Président.

Mais si on regarde tout cela, est-il vrai que l'ancien ministre de l'Expansion industrielle régionale, sa femme a eu des prêts, puis sans intérêt, et on ne peut pas dire que cela n'est pas vrai. C'est vrai, monsieur le Président. Est-il vrai qu'il y a des ministres qui ont été obligés de démissionner? Encore là, c'est vrai, monsieur le Président. Il n'y a personne à la Chambre qui peut contredire cela.

• (1700)

Monsieur le Président, il est encore temps. Le gouvernement a la chance. Le ministre d'État (Jeunesse) (M. Charest) a la chance de faire mieux que la ministre qui occupait son poste auparavant, parce que le résultat est qu'elle a été dégommée.